

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
27 août 2008  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-deuxième session**  
Point 18 de l'ordre du jour  
**Question de Palestine**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-troisième année**

**Lettres identiques, datées du 22 août 2008, adressées  
au Président de l'Assemblée générale et au Président  
du Conseil de sécurité par les Représentants  
permanents de l'Afrique du Sud et de l'Indonésie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le 14 juillet 2008 à Jakarta (Indonésie), les Gouvernements de la République d'Indonésie et de la République sud-africaine ont coprésidé la Conférence ministérielle du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique sur le renforcement des capacités de la Palestine.

Nous avons l'honneur de vous présenter ci-joint le document issu de ladite conférence (voir annexe) et vous prions de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 18 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité, et de le porter à la connaissance de tous les États Membres de l'Organisation.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de l'Afrique du Sud  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Dumisani Shadrack **Kumalo**

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de l'Indonésie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) R. M. Marty M. **Natalegawa**



**Annexe aux lettres identiques datées du 22 août 2008  
adressées au Président de l'Assemblée générale  
et au Président du Conseil de sécurité par les Représentants  
permanents de l'Afrique du Sud et de l'Indonésie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration des coprésidents de la Conférence ministérielle  
du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique  
sur le renforcement des capacités de la Palestine,  
tenue à Jakarta (Indonésie) le 14 juillet 2008**

Nous, Ministre du développement social de la République sud-africaine et Ministre des affaires étrangères de la République d'Indonésie, avons eu l'honneur de coprésider la Conférence ministérielle du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique sur le renforcement des capacités de la Palestine, tenue le 14 juillet 2008 à Jakarta.

Les ministres des pays d'Asie et d'Afrique se sont rassemblés à l'occasion de cette conférence historique pour réaffirmer leur attachement à l'esprit de solidarité exprimé par leurs dirigeants dans la déclaration qu'ils ont publiée à l'issue du Sommet Asie-Afrique tenu à Jakarta en 2005, et donc leur volonté de soutenir le peuple palestinien dans sa lutte pour la création d'un État palestinien viable et souverain, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

Conformément à l'esprit de solidarité susmentionné, nous avons résolu d'accélérer le développement du peuple palestinien au moyen de projets de renforcement des capacités qui, nous en sommes convaincus, permettront au peuple palestinien de se préparer activement à l'établissement d'un État palestinien indépendant et souverain à une échéance rapprochée.

Conscients de la dynamique des événements qui ont conduit à l'instauration d'un climat favorable à la réalisation de la paix dans la région du Moyen-Orient, nous sommes d'avis que l'initiative que le Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique a prise d'aider le peuple palestinien aboutira à des résultats positifs, notamment parce qu'elle complétera le processus de paix en cours.

Nous constatons cependant avec regret que la situation dans le territoire palestinien occupé ne s'est pas améliorée depuis la Conférence d'Annapolis, comme en témoignent la poursuite de l'implantation de colonies israéliennes, les restrictions et la construction du mur.

Conformément à l'esprit de solidarité qui nous anime, nous sommes très heureux de noter la participation à la Conférence de 56 pays d'Asie et d'Afrique, de pays de la région de l'Amérique latine et de plusieurs organisations internationales. Cette forte participation reflète l'engagement des pays membres du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique, qui sont des pays en développement, et leur conviction collective qu'il est nécessaire tant de soutenir la cause palestinienne que de créer une région Asie-Afrique en paix avec elle-même et avec le reste du monde.

Nous sommes d'avis que la création d'un État palestinien viable et prospère peut être facilitée par un renforcement des capacités coordonné et bien ciblé.

Profondément déterminés à atteindre l'objectif susmentionné, nous, Ministres de pays d'Asie et d'Afrique, avons donc fermement décidé de fournir des programmes de renforcement des capacités dans les domaines du développement économique, y compris de la gouvernance, de l'autonomisation des femmes et des travaux publics, comme il ressort de l'appendice 1 au présent document, intitulé « Liste des engagements en faveur du renforcement des capacités de la Palestine ». Cet engagement pourrait se traduire par la formation d'au moins 10 000 Palestiniens.

Ces programmes visent à créer les conditions qui permettraient au peuple palestinien de disposer des capacités nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de ses services administratifs et publics et de promouvoir son développement économique. Ils sont conçus pour que l'appareil d'état palestinien et d'autres entités gagnent en professionnalisme et en efficacité en renforçant les capacités de leur personnel.

Peuvent en bénéficier non seulement les Palestiniens qui résident dans les territoires palestiniens occupés, mais également ceux qui vivent dans les nombreux camps de réfugiés de la région.

Nous insistons sur le caractère distinct de ce projet du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique, qui est une initiative sincère d'aide au peuple palestinien fondée sur une expérience historique commune, celle de la colonisation et du sous-développement. Le projet fait fond également sur les connaissances et l'expérience que les pays d'Asie et d'Afrique ont accumulées après leur accession à une indépendance arrachée de haute lutte.

De plus, le projet du Nouveau Partenariat stratégique est spécifiquement conçu pour répondre aux besoins réels du peuple palestinien, tels qu'il les définit lui-même et nous envisageons de l'exécuter conformément au plan de réforme et de développement du Gouvernement palestinien, qui décrit la façon dont celui-ci compte édifier un État palestinien indépendant et souverain.

Nous sommes convaincus que ce projet contribuera à concrétiser la volonté du Nouveau Partenariat stratégique d'aider à instaurer la paix, la justice, la prospérité et l'égalité dans la région Asie-Afrique.

Résolus à le faire aboutir, nous soulignons la nécessité du mécanisme de suivi décrit dans l'appendice 2, qui relèverait de l'Unité de coordination du Nouveau Partenariat stratégique chargée du renforcement des capacités de la Palestine.

Nous remercions les pays d'Asie et d'Afrique de leur précieuse contribution au succès de la Conférence et de leurs engagements concrets en faveur du projet de renforcement des capacités de la Palestine. Nous exprimons également notre gratitude aux représentants des pays d'Amérique latine et des organisations internationales pour leur participation et leur précieux concours aux travaux de la Conférence.

La présente conférence marque non pas la fin mais le début de notre tentative de soutien à nos frères palestiniens. Nous encourageons donc tous les pays d'Asie et d'Afrique à donner résolument suite aux engagements qu'ils ont pris durant la Conférence, en s'inspirant de l'esprit de solidarité unissant l'Asie et l'Afrique.

Comme la Conférence l'a reconnu, les pays membres du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique sont différents par la taille, la population et le niveau de

développement mais ces différences ne devraient pas pour autant les empêcher d'apporter un soutien concret à la Palestine. Nous les exhortons donc, ainsi que les pays et organisations internationales partenaires, à continuer de prêter leur concours à nos frères et sœurs palestiniens.

Jakarta, le 14 juillet 2008

## Annexe 1

## Liste d'engagements pour le renforcement des capacités de la Palestine (2008-2013)

Le 15 juillet 2008 (9 h 30)

## Asie

Engagements							
<i>Pays</i>	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>	<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
Afghanistan (République islamique d')							À préciser ultérieurement
Arabie saoudite (Royaume d')	Secteur social		Construction et équipement de l'Institut diplomatique palestinien			Fonds saoudien, par l'intermédiaire du fonds Al-Aqsa, administré par la Banque islamique de développement	Le volume du financement éventuel sera déterminé ultérieurement, lorsque le fonds Al-Aqsa aura fini d'évaluer les projets.
Azerbaïdjan (République d')							À préciser ultérieurement
Bahreïn (Royaume du)							À préciser ultérieurement
Bangladesh (République populaire du)	Développement économique		Aide à la création d'un laboratoire d'analyse des semences		Annuelle	Ministère de l'agriculture	Par l'intermédiaire de centres de formation et de professionnels du Bangladesh
			Aide à la création d'un réseau d'irrigation et formation à l'irrigation		Annuelle	Ministère de l'agriculture	
	Secteur social		Octroi de crédits aux femmes des zones rurales et marginalisées et renforcement des capacités des petites organisations non gouvernementales locales		Annuelle	Ministère de la condition féminine	
			Formation d'instituteurs		Annuelle	Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur	

Engagements							
<i>Pays</i>	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>	<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
	Gouvernance		Renforcement des capacités dans le domaine de la jeunesse et des sports		Annuelle	Ministère de la jeunesse et des sports	
			Renforcement des capacités du Ministère des affaires étrangères/formation à l'intention des diplomates et du personnel de l'administration, de la police et de l'appareil judiciaire		Annuelle	Ministère des affaires étrangères, Ministère de la fonction publique, Ministère de l'intérieur, Ministère de la justice	
Brunéi Darussalam							Le Brunéi Darussalam met encore au point les projets.
Cambodge (Royaume du)							À préciser ultérieurement
Chine (République populaire de)							À préciser au moyen de consultations bilatérales avec l'Autorité palestinienne
Émirats arabes unis				43 millions de dollars É.-U.	Durée annuelle		
Inde (République de l')	Développement économique	60 (nombre total) par an	Formation à la gestion		Court terme	Ministère de l'économie et Institut palestinien de normalisation	Dans le cadre du programme indien de coopération économique et technique, de l'administration indienne et de la Division de la coopération technique du Ministère indien des affaires étrangères à New Delhi
			Formation à la gestion des petites et moyennes entreprises et au développement rural		Court terme		
	Gouvernance		Formation à l'informatique et aux télécommunications		Court terme	Conseil général du personnel	
	Secteur social		Cours de pédagogie et cours techniques		Court terme	Ministère de l'éducation et secteur de l'enseignement supérieur	

<i>Pays</i>	<i>Engagements</i>					<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>		
Indonésie (République d')	Gouvernance	60 (nombre total pour le secteur de la gouvernance)	Formation à la diplomatie à l'intention des diplomates		2008-2013	Ministère des affaires étrangères	
	Infrastructure	130 (nombre total pour le secteur des infrastructures)	Cours de formation sur le cycle des projets		2008-2013	Ministère des travaux publics	
			Gestion des eaux et des eaux usées		2009-2013	Institut de technologie de Bandung	
	Développement économique	189 (nombre total pour le secteur)	Programme de formation de pépinières d'entreprises visant à développer les petites et moyennes entreprises		2009-2013	Ministère des affaires étrangères	
			Programme de formation sur le microfinancement dans les pays d'Afrique et d'Asie		2008-2013	Ministère des affaires étrangères, Secrétariat d'État	
			Cours de formation, destiné essentiellement aux Bédouins et aux petits exploitants agricoles, sur l'élevage des chèvres shami et l'amélioration de leur race		2010-2013	Ministère de l'agriculture	
			Cours de formation sur l'aquaculture du loup		2009-2013	Ministère de la marine et de la pêche	
			Formation en muséologie		2009	Ministère de la culture et du tourisme	
			Programme d'apprentissage aux fins de la création de petites et moyennes entreprises en Palestine		2008-2013	Ministère des affaires étrangères, Secrétariat d'État	
	Développement social	447 (nombre total pour le secteur)	Bourses d'études Dharmasiswa		2009-2013	Ministère de l'éducation	
			Bourses d'études sur le tourisme et la gestion		2009	Ministère de la culture et du tourisme	
			Formation au tirage mécanique		2009-2013	Ministère de l'industrie	
			Formation à la plomberie (conception)		2009-2013	Ministère de l'industrie	

<i>Engagements</i>							
<i>Pays</i>	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>	<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
			Bourses d'études de l'Université Hasanuddin		2009	Université Hasanuddin	
			Formation d'enseignants		2009	Université Hasanuddin	
			Bourses d'études de troisième cycle		2009-2013	Institut de technologie de Bandung	
			Bourses d'études de troisième cycle		2009-2013	Université de Parahyangan	
			Séminaire international sur l'autonomisation des femmes consacré à la participation au développement		2008-2013	Ministère des affaires étrangères, Secrétariat d'État, Ministère de la condition féminine	
			Bourses d'études dans les universités musulmanes d'Indonésie		2009-2013	Ministère des affaires religieuses	
			Programme de formation pour pays tiers sur la santé maternelle et infantile		2008	Secrétariat d'État	
			Programme de formation pour pays tiers consacré à l'insertion ou à la réinsertion professionnelle des personnes handicapées		2008	Secrétariat d'État	
			Formation du personnel des corps de pompiers		2009-2013	Gouvernement provincial de Jakarta	
			Formation à l'enregistrement de l'histoire orale et aux systèmes de données électroniques		2009-2010	Archives nationales	
Iran (République islamique d')		1 000 (nombre total)					À déterminer ultérieurement
Iraq (République d')							À déterminer ultérieurement
Japon							À déterminer ultérieurement

Pays	Engagements					Agents d'exécution	Méthodes d'exécution
	Secteur	Nombre de participants	Projets	Autre forme	Durée		
Jordanie (Royaume hachémite de)							À déterminer après des consultations bilatérales avec l'Autorité palestinienne
Koweït (État du)							À déterminer ultérieurement
Malaisie	Détails à indiquer ultérieurement		Transmission de compétences techniques, nécessaires pour mener des projets dans le cadre du programme de renforcement des capacités des pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique				Financement assuré par le Fonds de la Banque islamique de développement
Myanmar (Union du)							À déterminer ultérieurement
Oman (Sultanat d')							À déterminer ultérieurement
Pakistan (République islamique du)	Gouvernance		Contribution financière à la location des locaux de l'ambassade de Palestine à Islamabad		En cours depuis 1995		
	Secteur social	50+10	Possibilité accordée à des étudiants de suivre des études dans divers domaines (ingénierie, médecine, dentisterie et pharmacie)		En cours depuis 1976		
		8	Allocations		Annuelle		Par l'intermédiaire de l'ambassade de Palestine
			Admission libre d'étudiants assurant eux-mêmes le financement de leurs études		Annuelle	Commission pakistanaise de l'enseignement supérieur	

<i>Pays</i>	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Engagements</i>			<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
			<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>		
Philippines (République des)	Gouvernance	2	Construction et équipement d'un institut diplomatique palestinien		De 5 à 8 ans	Ministère des affaires étrangères, Conseil de coopération technique des Philippines, Institut diplomatique	
			Renforcement des capacités du personnel du Congrès général du peuple en matière de contrôle administratif des ministères et des organismes publics		De 5 à 8 ans		
			Création et maintien des capacités de l'autorité chargée de la qualité de l'environnement		De 5 à 8 ans		Conseil de la coopération technique des Philippines, Ministère de l'environnement et des ressources naturelles
			Renforcement de l'efficacité du personnel de l'appareil judiciaire et des juges : création d'un institut judiciaire		De 5 à 8 ans		Conseil de la coopération technique des Philippines, École de la magistrature
			Renforcement de l'efficacité du personnel de l'appareil judiciaire et des juges et élaboration de l'initiative judiciaire		De 5 à 8 ans		
			Facilitation et amélioration des mécanismes de travail de la fonction publique; prestation d'une formation professionnelle de base au personnel de l'Autorité palestinienne		De 5 à 8 ans		Conseil de la coopération technique des Philippines, Institut de perfectionnement professionnel
	Développement économique	3	Création et mise au point d'un programme de gestion locale des zones marines protégées		De 5 à 8 ans	Conseil de la coopération technique des Philippines	
			Programme de formation à la diversification des modes de subsistance		De 5 à 8 ans	Conseil de la coopération technique des Philippines	

Pays	Engagements					Méthodes d'exécution	
	Secteur	Nombre de participants	Projets	Autre forme	Durée		Agents d'exécution
	Secteur social		Constitution d'une banque de données pour les secteurs du tourisme et du patrimoine culturel; formation du personnel de ces secteurs			Conseil de la coopération technique des Philippines, Ministère du tourisme, Commission nationale de la culture et des arts	
			Stratégie nationale de qualification et de formation des enseignants		De 5 à 8 ans	Conseil de la coopération technique des Philippines, Ministère de l'éducation	
			Formation spécialisée en matière de supervision, dans les domaines de l'enseignement, de la direction d'écoles et de la gestion de bibliothèques		De 5 à 8 ans	Conseil de la coopération technique des Philippines, Ministère de l'éducation	
			Amélioration des prestations des laboratoires cliniques		De 5 à 8 ans	Conseil de la coopération technique des Philippines, Ministère de la santé	
			Élaboration de protocoles uniformes en matière de promotion de la santé et d'éducation sanitaire		De 5 à 8 ans	Conseil de la coopération technique des Philippines, Ministère de la santé	
			Gestion des catastrophes, entrepreneuriat, secteur de la pêche		De 5 à 8 ans	Conseil de la coopération technique des Philippines, Ministère de l'agriculture	
Qatar (État du)							À déterminer ultérieurement
République de Corée	Gouvernance, développement économique et mise en valeur des ressources humaines	200 (nombre total)	Programme de formation (assistance à la coopération technique)		2008-2010	Agence coréenne de coopération internationale	À déterminer ultérieurement
	Soins de santé	À déterminer	À déterminer		2008-2010	Agence coréenne de coopération internationale	
République démocratique populaire lao							À déterminer ultérieurement
République kirghize							À déterminer ultérieurement

<i>Engagements</i>							
<i>Pays</i>	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>	<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
République libanaise							À déterminer ultérieurement
République populaire démocratique de Corée							À déterminer ultérieurement
République turque	Gouvernance		Construction et ameublement de l'Institut palestinien pour l'étude de la démocratie		2008-2010	Ministère des affaires étrangères	Ministère turc des affaires étrangères
			Renforcement des capacités du Ministère palestinien des affaires étrangères				
Singapour (République de)	Gouvernance	23 projets au total	Renforcement des institutions et aide au Ministère de la planification pour la phase II de l'harmonisation de l'aide et système d'évaluation et de suivi au niveau national (module gestion des résultats)				Cours donnés par le programme de coopération de Singapour dans le cadre du Dialogue Asie-Moyen-Orient
			Formation et recyclage des employés du Ministère de l'économie dans le cadre de la gestion de la productivité des fonctionnaires				
			Renforcement des capacités du Ministère de la gouvernance locale et des organes publics locaux dans le cadre de la gouvernance et de l'administration publiques à Singapour				
	Secteur social		Projet de tourisme durable, création d'un conseil de promotion du tourisme, cours de formation local et externe, octroi de bourses dans les domaines du tourisme et du patrimoine culturel, réglementation du secteur touristique et du				

<i>Pays</i>	<i>Engagements</i>					<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>		
	Développement économique		<p>patrimoine culturel dans le cadre des dispositifs relatifs au développement et à la promotion des destinations touristiques</p> <p>Programme d'aide à l'établissement de couloirs commerciaux; programme exécutif en matière de logistique et de distribution</p> <p>Renforcement des capacités et infrastructures de qualité (création d'un centre de presse)</p> <p>Financement du renforcement des capacités d'exportation du secteur privé</p> <p>Mise en œuvre des accords et des arrangements commerciaux</p> <p>Amélioration de la compétitivité des exportations palestiniennes et ouverture de nouveaux marchés pour les produits palestiniens, renforcement des capacités des projets industriels (octroi de prix aux produits industriels de qualité)</p> <p>Droit commercial</p> <p>Système de gestion électronique</p> <p>Informatisation du système administratif et financier (module d'utilisation de l'informatique dans l'administration publique)</p>				
	Secteur social		<p>Création et maintien des capacités de l'autorité chargée de la qualité de l'environnement (module efficacité énergétique au moyen des technologies propres)</p>				

<i>Engagements</i>							
<i>Pays</i>	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>	<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
			Création et maintien des capacités de l'autorité chargée de la qualité de l'environnement (module protection de l'environnement et gestion de la santé)				
			Renforcement des capacités de la Régie des eaux et des associations d'usagers dans le cadre du séminaire de haut niveau sur la gestion durable des ressources aquatiques				
			Création et maintien des capacités de l'autorité chargée de la qualité de l'environnement (module urbanisme et gestion de l'environnement à Singapour)				
			Renforcement des capacités de la Régie des eaux et des associations d'usagers (module gestion des eaux usées)				
	Gouvernance		Système financier de comptabilité pour le Ministère des finances (module formation du Directeur de l'informatique à la planification stratégique et à la gestion des technologies de l'information)				
			Système financier de comptabilité pour le Ministère des finances (module Gouvernement en ligne : vers l'excellence du secteur public)				
			Informatisation du système administratif et financier (module gestion informatisée)				
			Fournir un nombre suffisant de ressources humaines compétentes (points 4.2, 4.3, 4.4)				

<i>Pays</i>	<i>Secteur</i>	<i>Engagements</i>				<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
		<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>		
			<p>et 4.5 du plan palestinien de réforme et de développement) (module gestion des hôpitaux)</p> <p>Programme d'éducation permanente – élaborer des systèmes et du matériel, fournir des services d'urgence efficaces (point 4.6 du plan palestinien de réforme et de développement) (module cours accélérés sur les urgences médicales et humanitaires)</p> <p>Méthodes pédagogiques actives</p> <p>Élaboration et application d'une stratégie de formation</p> <p>Stratégie nationale de qualification et de formation des enseignants</p> <p>Amélioration de la préparation des enfants à l'enseignement primaire (module programme d'amélioration des compétences pédagogiques des formateurs des enseignants)</p> <p>Méthodes pédagogiques actives</p> <p>Transmission de compétences techniques et de gestion aux directeurs d'école</p> <p>Formation des administrateurs du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur</p> <p>Formation au diplôme d'études spécialisées en matière d'encadrement, dans les domaines de l'éducation, de la direction d'établissements d'enseignement et de la gestion de bibliothèques (module</p>				

<i>Engagements</i>							
<i>Pays</i>	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>	<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
			<p>promotion du changement en matière d'éducation)</p> <p>Méthodes pédagogiques actives</p> <p>Élaboration et application d'une stratégie de formation</p> <p>Stratégie nationale de qualification et de formation des enseignants</p> <p>Amélioration de la préparation des enfants à l'enseignement primaire (module instruction des formateurs spécialisés dans le développement de la petite enfance)</p> <p>Renforcer les capacités du personnel du Congrès général du peuple en ce qui concerne le contrôle administratif des ministères et des agences</p> <p>Réforme procédurale et juridique de la gestion et du développement des ressources humaines</p> <p>Développement humain et capacité du Bureau de l'audit et du contrôle administratif</p> <p>Renforcement des capacités des employés (module gestion des ressources humaines de la fonction publique [RTCPA au Qatar (Division Asie et Moyen-Orient)])</p> <p>Renforcement des capacités du Ministère des affaires étrangères (module connaissances linguistiques et/ou protocole) (adapté par le Ministère)</p> <p>Cours d'anglais</p>				

<i>Pays</i>	<i>Engagements</i>					<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>		
Sri Lanka (République socialiste démocratique de)	Secteur social		Renforcement de la préparation des enfants à l'enseignement primaire : prestation d'une formation concernant la santé et le développement des jeunes enfants aux enseignants du cours préparatoire et des jardins d'enfants  Le projet relatif au tourisme durable doit faire l'objet de discussions bilatérales			Agence thaïlandaise de coopération pour le développement international	
Thaïlande (Royaume de)		75 bourses d'études	Agriculture, santé publique, tourisme, économie et commerce, services et investissement		3 ans	Agence thaïlandaise de coopération pour le développement international	Formation à court terme et cours de maîtrise pour des responsables palestiniens (60 et 15, respectivement) À déterminer ultérieurement
Timor-Leste (République démocratique du)							
Viet Nam (République socialiste du)	Secteur social	7 (nombre total)	Éducation et formation			Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur	

## Afrique

Pays	Secteur	Engagements				Agents d'exécution	Méthodes d'exécution
		Nombre de participants	Projets	Autre forme	Durée		
Angola (République d')							À déterminer ultérieurement
Égypte (République arabe d')	Gouvernance – sécurité		Formation visant à renforcer les capacités de maintien de l'ordre et d'application des lois, assurée en collaboration avec les donateurs			Ministère de l'intérieur	Mis en œuvre avec la coopération des donateurs internationaux
			Programmes et cours de formation dans les domaines ci-après : sécurité publique, défense civile, circulation, administration des prisons, lutte contre la drogue et le terrorisme, explosifs et recherche criminelle				
	Gouvernance – appareil judiciaire		Appuyer la police palestinienne et préparer son personnel				
			Formation générale et spécialisée, assurée en coopération avec les donateurs, à tous les aspects de l'appareil judiciaire, notamment la structure de celui-ci, le contrôle judiciaire de l'application des lois, les poursuites pénales, le règlement des litiges, la coopération internationale en matière pénale, l'entraide judiciaire, les crimes internationaux				Les projets doivent être exécutés avec la coopération des donateurs internationaux.
			Formation aux études judiciaires, communication de l'expérience acquise par l'Égypte en matière de conduite des poursuites judiciaires, formation de spécialistes à la jurisprudence médicale et participation à la rédaction des lois et des règlements			Ministère de la justice	

Pays	Engagements					Méthodes d'exécution	
	Secteur	Nombre de participants	Projets	Autre forme	Durée		Agents d'exécution
	Diplomatie		Formation d'un groupe de diplomates palestiniens à l'Institut des études diplomatiques (Le Caire), destinée à développer leurs compétences diplomatiques et devant porter sur : a) l'art de négocier; b) les questions protocolaires; c) la rédaction de documents diplomatiques; d) le fonctionnement de l'ordre international  Aide à la création d'une bibliothèque au Ministère palestinien des affaires étrangères, moyennant la fourniture de livres et d'ouvrages de référence			Ministère des affaires étrangères	La formation sera assurée avec la coopération des donateurs internationaux.
Ghana (République du)	Gouvernance		Formation relative à l'administration locale		2009-2012	Ministère de l'administration locale et du développement rural et Institut de l'administration locale	À déterminer ultérieurement
Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste							
Maroc (Royaume du)	Développement économique		Préparer la Palestine à devenir membre de l'OMC en qualité d'observatrice  Application de l'Accord de commerce de l'OMC et des arrangements commerciaux  Remise en état et développement du réseau d'irrigation  Formations et programmes de bourses dans les secteurs du tourisme et du patrimoine culturel			Ministère du commerce extérieur  Ministère du commerce extérieur  Ministère de l'agriculture  Ministère du tourisme	

<i>Engagements</i>							
<i>Pays</i>	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>	<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
	Gouvernance		Renforcement des capacités du Ministère des affaires étrangères			Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale	
			Renforcement des capacités du Ministère de la gouvernance et de l'administration locales (organes)			Gouvernance locale, Ministère de l'intérieur	
	Infrastructures		Gestion de l'eau et des eaux usées			Secrétaire d'État (eau)	
	Secteur social		Rééducation des personnes handicapées Programme de crédit à l'intention des femmes vivant dans les régions rurales et marginalisées et renforcement des capacités des petites ONG locales qui exécuteront le programme			Ministère des affaires sociales	
Mozambique (Royaume du)							À déterminer ultérieurement
Namibie (République de)	Secteur social	À déterminer	Détachements auprès d'organismes publics			Ministère de l'éducation, Ministère des finances (coordination assurée par le Ministère des affaires étrangères)	Le projet doit être examiné plus avant et faire l'objet d'un accord bilatéral entre le Gouvernement et l'Autorité nationale palestinienne.
Nigéria (République fédérale du)	Gouvernance	4	Gestion de l'éducation, de l'administration et de la gouvernance				À déterminer ultérieurement

<i>Pays</i>	<i>Engagements</i>					<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>		
République algérienne démocratique et populaire	Développement économique – énergie	2	Formation de spécialistes aux fins de la création du Comité d'organisation du secteur de l'électricité			Agence de l'énergie	
	Technologie des télécommunications et de l'information		Compétences juridiques, économiques et techniques				
	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements		1) Phase II du programme intégré de l'ONUDI destiné à appuyer l'industrie palestinienne : Formation professionnelle 2) Zone industrielle de Tulkarem; formation des travailleurs (masculins) des nouvelles industries 3) Élaboration de systèmes de certification normalisés				Sous réserve d'un financement classique
	Infrastructure		Faire connaître l'expérience acquise par l'Algérie en ce qui concerne la mobilisation des crédits nécessaires au financement et à l'administration des programmes de construction et de rénovation de maisons rurales prévus à l'intention des familles à faible revenu			Ministère de l'économie	
République sud-africaine			Accroissement de l'efficacité du secteur de la justice (formation du personnel et des juges)	Projet n° 9		Cour constitutionnelle sud-africaine	
	Gouvernance		Renforcement des capacités du Ministère des affaires étrangères (formation)	Projet n° 25		Ministère des finances et de l'administration de la République sud-africaine	
	Secteur social		Formation de médecins	Projet n° 21		Ministère des finances et de l'administration – Accord de coopération tripartite	

<i>Engagements</i>							
<i>Pays</i>	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>	<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
République tunisienne							À déterminer ultérieurement
Sénégal (République du)							À déterminer ultérieurement
Somalie (République démocratique)	Participation ultérieure						Doit participer à l'initiative ultérieurement
Zimbabwe (République du)							À déterminer ultérieurement

### **Autres pays et organisations internationales invités**

**Au 14 juillet 2008 (17 h 45)**

<i>Engagements</i>							
<i>Pays</i>	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Projets</i>	<i>Autre forme</i>	<i>Durée</i>	<i>Agents d'exécution</i>	<i>Méthodes d'exécution</i>
Brésil							
Venezuela							
Banque islamique de développement							
Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale							
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient							

## Annexe 2

### **Conférence ministérielle du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique sur le renforcement des capacités de la Palestine**

#### **Mécanisme de suivi pour la mise en œuvre, le contrôle et l'évaluation**

##### **I. Introduction**

1. À la réunion au sommet inaugurant le Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique, qui s'est tenue à Jakarta (Indonésie) le 24 avril 2005, il a été convenu d'appuyer énergiquement la lutte menée par le peuple palestinien pour établir un État indépendant. Comme suite à cette décision, les hauts fonctionnaires du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique, réunis à Durban en septembre 2006, ont appuyé à l'unanimité la tenue d'une conférence Asie-Afrique sur le renforcement des capacités de la Palestine.

2. La Conférence ministérielle du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique sur le renforcement des capacités de la Palestine s'est tenue à Jakarta, à compter du 14 juillet 2008; elle avait pour principal objectif d'aider les Palestiniens dans des domaines concrets du renforcement des capacités, afin de les préparer à la création, à terme, d'un État palestinien.

3. La Conférence a pris note des initiatives prises jusqu'à présent pour aider la Palestine et s'est déclarée convaincue que l'action qu'elle entendait mener pour renforcer les capacités de la Palestine compléterait les initiatives en cours.

4. Il est indispensable de veiller à l'application et au suivi de la décision prise par la Conférence ministérielle du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique sur le renforcement des capacités de la Palestine. Il faut donc assurer d'urgence aux recommandations et aux engagements de la Conférence une mise en œuvre et un suivi intégrés, indissociables et systématiques. Le processus doit être contrôlé, de façon à identifier les progrès réalisés et les obstacles qui s'opposent à une mise en œuvre effective et intégrale. S'il est vrai que les membres du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique sont les premiers responsables de l'organisation et de la mise en œuvre, les partenaires de coopération ont aussi un rôle important à jouer, par leur contribution, leur assistance et par leur évaluation des progrès réalisés à tous les niveaux de la mise en œuvre.

5. C'est dans cet esprit qu'est donc proposé ci-après le Mécanisme de suivi et d'évaluation de la décision de la Conférence ministérielle du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique sur le renforcement des capacités de la Palestine.

##### **II. Mécanisme de suivi**

6. La mise en place de ce mécanisme est guidée par les engagements individuels et collectifs des participants à la Conférence ministérielle, dont l'objectif commun est d'aider les Palestiniens dans les domaines concrets du renforcement des capacités pour les préparer à la création, à terme, d'un État palestinien.

7. L'objectif global du Mécanisme est de mesurer et d'évaluer les progrès réalisés dans l'application de la Déclaration des coprésidents et des engagements figurant sur la liste établie par la Conférence ministérielle.

8. Pour promouvoir la transparence et la responsabilisation, le Mécanisme de suivi prévoit de diffuser les progrès réalisés dans la réalisation des projets de renforcement des capacités et autres informations connexes par le biais du secrétariat virtuel du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique, pour permettre aux coprésidents dudit partenariat, à l'Autorité palestinienne, aux États contributeurs et aux autres partenaires de contrôler le processus en permanence.

9. Les responsabilités spécifiques sont réparties comme suit entre les différents niveaux de participation à la Conférence ministérielle.

### **Rôle du Groupe de coordination**

10. L'Indonésie et l'Afrique du Sud, en leur qualité de coprésidents du projet du Nouveau Partenariat et de coordonnateurs chefs de file de la Conférence ministérielle Asie-Afrique sur le renforcement des capacités de la Palestine, constituent, en association avec les représentants palestiniens dans leurs pays respectifs le Groupe de coordination du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique pour le renforcement des capacités de la Palestine (ci-après dénommé le Groupe de coordination) et, à ce titre, assurent la coordination du suivi, ajustent les engagements aux besoins de la Palestine et contrôlent l'exécution des projets énumérés dans la liste des engagements établie par la Conférence ministérielle.

11. Dans l'exercice de ses fonctions, le Bureau de coordination doit :

11.1 Coordonner les propositions de renforcement des capacités de la Palestine avec les engagements pris à la Conférence ministérielle et les intégrer dans une liste d'engagements qui constitue la première étape du processus;

11.2 Suivre les progrès de l'exécution des décisions prises par la Conférence ministérielle, et notamment :

11.2.1 Sensibiliser les pays d'Asie et d'Afrique ainsi que les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales à la nécessité de coordonner des actions et des programmes pour mettre en œuvre la liste des engagements de la Conférence ministérielle par le biais de divers mécanismes de renforcement des capacités, dont des accords tripartites;

11.2.2 S'assurer que tous les États contributeurs établissent chez eux des dispositifs et des mécanismes pour assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des engagements énumérés sur la liste, dans le cadre de leurs propres compétences respectives et en accord avec leurs mécanismes nationaux respectifs; et

11.2.3 Assurer la liaison avec le gouvernement de chaque État contributeur et avec le Bureau du Président de l'Autorité palestinienne pour déterminer les modalités de contrôle et de mise en œuvre des engagements énumérés sur la liste;

11.3 Établir les rapports pertinents pour examen par les coprésidents du Nouveau Partenariat stratégique, notamment :

11.3.1 Un rapport intérimaire sur les activités de suivi des États contributeurs pour présentation à la réunion de hauts fonctionnaires du Nouveau Partenariat stratégique;

11.3.2 Des rapports analytiques permettant d'évaluer l'état d'avancement, y compris les facteurs et les questions qui contribuent ou qui font obstacle à la réalisation des projets énumérés sur la liste des engagements de la Conférence ministérielle, à présenter avant la réunion ministérielle du Nouveau Partenariat stratégique;

11.4 Coopérer avec d'autres organisations asiatiques, africaines, régionales et internationales intéressées au développement de la Palestine en ce qui concerne les questions et les problèmes de renforcement des capacités et mobiliser ressources et appui à cet effet;

11.5 Promouvoir la coopération technique avec les organisations et autres institutions de coopération internationale, en collaboration avec le Bureau du Président de l'Autorité palestinienne, pour seconder les efforts des États (ou des parties) contributeurs visant à exécuter les projets énumérés sur la liste des engagements.

### **Rôle de l'État contributeur**

12. Les ministères des affaires étrangères respectifs des États contributeurs sont responsables du suivi de l'exécution des projets énumérés sur la liste des engagements de la Conférence ministérielle.

13. Les ministères ou les agents d'exécution respectifs ont la responsabilité de développer des cahiers des charges détaillés, conformément au mécanisme national en vigueur, en utilisant la liste des engagements de la Conférence ministérielle comme directive ou comme cadre de référence. Les ministères utilisent également diverses méthodes de renforcement des capacités, dont des accords tripartites.

14. Les ministères des affaires étrangères respectifs des pays d'Asie et d'Afrique avisent des progrès réalisés dans l'exécution des projets annoncés, en consultation avec les autorités palestiniennes et toute autre agence d'exécution, nationale ou internationale, requise pour aider à exécuter les projets pertinents, et communiquent ces avis au Groupe de coordination.

15. Chaque organisation ou État contributeur fournit au Groupe de coordination, en sa qualité de coordonnateur des projets de renforcement des capacités de la Palestine, des informations actualisées en permanence concernant le nom et les données personnelles (adresse, adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie) de la (ou des) personne(s) chargée(s) de les représenter et d'assurer la liaison avec le Groupe de coordination sur toute question ayant trait au projet. Quand plus d'une personne est désignée, la partie indique le nom du chef de groupe, qui sert de point de contact au Bureau de coordination et au Bureau du Président de l'Autorité palestinienne pour la diffusion de documents et pour toute communication.

### **Rôle de la Palestine**

16. Pour assurer le succès de l'exécution des projets énumérés sur la liste des engagements de la Conférence ministérielle, il revient aux autorités palestiniennes le rôle d'établir sur le terrain les conditions nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des engagements ou des projets du Nouveau Partenariat stratégique.

17. Le Bureau du Président de l'Autorité palestinienne agit comme l'interface du Groupe de coordination, autorisant chaque étape de l'exécution des projets du Nouveau Partenariat stratégique figurant sur la liste des engagements.

18. Le Bureau du Président est chargé d'identifier, et de soumettre pour approbation au Groupe de coordination, les arrangements financiers acceptables par lesquels faire transiter toutes les dépenses éligibles concernant les projets du Nouveau Partenariat stratégique.

19. Toutes les dépenses faites dans le cadre de l'exécution des projets du Nouveau Partenariat stratégique passent par un processus convenu de validation, de certification, de vérification et de contrôle, conformément aux principes d'une bonne gestion financière.

20. Les autorités palestiniennes aident le Groupe de coordination à identifier les organisations et autres institutions internationales susceptibles d'aider les États ou parties contributeurs à exécuter ou à mettre en œuvre les projets énumérés sur la liste des engagements.

### **Rôle des coprésidents du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique**

21. Dans l'exercice de leurs fonctions, les coprésidents du Nouveau Partenariat stratégique doivent :

21.1 Suivre les progrès dans l'exécution des projets énumérés sur la liste des engagements de la Conférence ministérielle, et notamment :

21.1.1 Examiner le rapport intérimaire sur le suivi des activités des États contributeurs présenté aux coprésidents par le Groupe de coordination;

21.1.2 Examiner les rapports analytiques permettant d'évaluer l'état d'avancement, y compris les facteurs et les questions qui contribuent ou qui font obstacle à la réalisation des projets énumérés sur la liste des engagements de la Conférence ministérielle, rapports que le Groupe de coordination présente aux coprésidents avant la Réunion ministérielle du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique; et

21.1.3 Examiner les propositions du Groupe de coordination visant à résoudre les problèmes et les contraintes qui entravent la réalisation de projets;

21.2 Promouvoir la coopération avec d'autres organisations asiatiques, africaines, régionales et internationales, intéressées au développement de la Palestine en ce qui concerne les questions et les problèmes de renforcement des capacités;

21.3 Le Groupe de coordination et les représentants des autorités palestiniennes aident les coprésidents du Nouveau Partenariat stratégique à s'acquitter de leurs fonctions;

21.4 Une fois que les coprésidents ont achevé leur examen, ils adressent aux États membres du Nouveau Partenariat stratégique un rapport sur l'état d'avancement des projets;

21.5 Les coprésidents présentent à la Réunion ministérielle du Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique un rapport sur l'état d'avancement des projets énumérés sur la liste des engagements de la Conférence ministérielle;

21.6 Dans un délai de cinq ans, les coprésidents du Nouveau Partenariat stratégique examinent le rôle et la composition du Groupe de coordination et statuent sur son maintien.

---